

# DE NOS JOURS, TOUJOURS PLUS D'ÉTATS EN EUROPE OUVRENT LEURS PORTES AUX NOMADES NUMÉRIQUES



On voit apparaître des visas conçus pour faciliter la vie des freelances et télétravailleurs... même si, en règle générale, les exigences financières varient pas mal d'un pays à l'autre. Certains demandent des revenus bien élevés, tandis que d'autres se contentent d'un seuil plus modeste.

Prenons l'exemple de l'Espagne. En 2025, le gouvernement a décidé de relever les exigences pour le visa de nomade numérique—le nouveau minimum se chiffre à 2 762 euros par mois (soit plus de 100 euros de plus qu'avant). Ce montant repose sur 200 % du salaire minimum interprofessionnel, actualisé après un accord avec les syndicats principaux. Même avec cette hausse, l'Espagne reste, en comparaison, l'une des options les plus intéressantes. Là où, par exemple, dans le nord et l'est de l'Europe, on exige parfois plus de 4 000 euros, dans la région méditerranéenne et les Balkans, les montants sont nettement plus abordables.

D'un autre côté, l'Islande se montre particulièrement exigeante. On y demande de prouver un revenu mensuel de 7 075 €, le visa n'étant valide que pour six mois et ouvert à la fois aux salariés d'entreprises étrangères et aux indépendants. Juste après, l'Estonie propose un visa similaire nécessitant un revenu minimum de 4 500 € par mois et offrant la possibilité de travailler à distance jusqu'à un an - avec, toutefois, l'obligation de transférer sa résidence fiscale après six mois.

La donne change encore quand on compare la Roumanie et la Finlande. En Roumanie, notamment pour les citoyens non européens, il faut justifier d'un revenu de 3 950 € mensuels, ce qui correspond à peu près à trois fois la moyenne nationale. En 2023, le gouvernement a même introduit une loi qui soulageait fiscalement les nomades numériques résidant sur le long terme. À l'inverse, la Finlande mise sur la simplicité : malgré un coût de la vie relativement élevé, le seuil est fixé à seulement 1 220 € par mois. Ce visa s'adresse principalement aux entrepreneurs non européens qui dirigent leur propre affaire.

Le Monténégro, lui, établit son minimum à 1 400 € par mois. Ce montant plus doux permet aux nomades de s'installer dans ce pays méditerranéen jusqu'à quatre ans, avec, en perspective, quelques avantages fiscaux—même si les détails restent à affiner. Et il ne faut pas oublier l'Albanie, qui propose un « permis unique » permettant de vivre et de travailler pendant un an, renouvelable jusqu'à cinq fois d'affilée. Là, il suffit de prouver un revenu annuel avoisinant les 9 800 €, soit environ 817 € par mois.

Bref, quand on jette un œil aux possibilités offertes pour les visas nomades en Europe, les offres les plus légères en termes d'exigences financières se retrouvent en Finlande (1 220 €/mois), en Albanie (817 €/mois) et au Monténégro (1 400 €/mois). Par contraste, des pays comme l'Islande (7 075 €/mois) et l'Estonie (4 500 €/mois) demandent des revenus nettement supérieurs, montrant ainsi bien la diversité des approches sur le continent.

Date: 2025-03-10

Article link:

<https://www.tourism-review.fr/albanie-propose-les-visas-les-moins-chers-pour-les-nomades-numeriques-news14841>